

BAROMÈTRE



ON AIME

Jimmy Lai

L'ancien « tycoon » de la presse hongkongaise, défenseur des libertés et de la démocratie, paye à son tour le « talon de fer » qui s'est abattu sur le territoire depuis la reprise en main chinoise. Tarif : vingt ans de prison.



ON N'AIME PAS

Annie Genevard

La ministre de l'Agriculture est tombée dans la complaisance en expliquant aux députés que les 2 millions de signatures de la pétition contre la loi Duplomb avaient été atteints grâce à des robots ayant « tourné allègrement ».

**Estelle Youssouffa**

Avec des collègues du groupe LIOT, Laurent Mazaury et Jean-Pierre Bataille, elle a déposé un amendement à la proposition de loi visant à protéger l'alimentation des contaminations au cadmium. Elle propose, sans rire, de repousser l'interdiction totale des aliments contaminés de 2027 à... 3027. À ce niveau de cynisme...

LE CHIFFRE

2,1

MILLIARDS D'EUROS

Selon le Syndicat des énergies renouvelables, ces dernières ont rapporté plus de 2,1 milliards d'euros de retombées fiscales aux collectivités locales en 2024.

Le RN et les collectivités : je t'aime, moi non plus (surtout non plus)

À l'Assemblée, le Rassemblement national (RN) semble avoir pris les collectivités territoriales pour une variable d'ajustement budgétaire. À la mi-janvier, profitant d'un hémicycle quasi désert, les députés RN et « ciottistes » avaient en effet fait voter un amendement amputant la dotation globale de fonctionnement (DGF) de 4,9 milliards d'euros ! Une paille pour Jean-Philippe Tanguy, qui se félicitait alors sur X de sabrer ainsi le « millefeuille territorial », quitte à provoquer la stupéfaction des élus locaux face à cette méconnaissance du terrain. Début février, le parti de Marine Le Pen a récidivé en s'attaquant cette fois-ci au nouveau régime d'assurance obligatoire contre les émeutes, censé protéger ces mêmes collectivités. Sous prétexte de traquer les « cavaliers budgétaires », le RN a saisi le Conseil constitutionnel pour faire censurer ce fonds de mutualisation. Entre coupes franches dans les recettes et refus de garantir leur sécurité financière face aux crises, le message est clair : pour le RN, l'autonomie locale se conjugue surtout avec « débrouillez-vous tout seuls »... On a connu des thèmes plus porteurs pour les municipales !

Interpol s'ancre à Lyon



Sur une parcelle estimée à près de 16 millions d'euros, cédée pour 1 euro symbolique par la ville de Lyon, et avec l'importante mobilisation financière de l'État (43,2 millions d'euros), de la métropole de Lyon (9 millions d'euros) et de la région Auvergne-Rhône-Alpes (9 millions d'euros) le siège d'Interpol sera « plus moderne, et plus adapté aux besoins », a indiqué Valdecy Urquiza. Et de saluer l'ancrage « à long terme » de l'organisation à Lyon. Au total, l'État et les collectivités déboursent donc 61,2 millions d'euros auxquels s'ajoutent la valeur de 16 millions d'euros de la parcelle cédée. Prévue pour permettre une ouverture en 2031, l'extension des locaux devrait permettre à Interpol d'accueillir à terme 1 500 salariés.